

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2026 -02-10
du 17 FEV. 2026
relatif aux conclusions de l'instruction de la révision de l'étude de dangers
de la société HLOG
sur la commune de Salaise-sur-Sanne**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.515-98 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société HLOG au sein de son site implanté 543 rue des Balmes sur la commune de Salaise-sur-Sanne (38150), et notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-02197 du 3 mars 2005 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-ENV-2016-03-16 du 29 mars 2016 actant le changement d'exploitant, la société HLOG se substituant à la société GEODIS BM ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil CS 6 – 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h – fermeture les mardi et jeudi matin

Considérant l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ;

Considérant la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Considérant les rapports de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 29 décembre 2025, réalisé à la suite d'une visite d'inspection effectuée le 26 septembre 2025 de la société HLOG située sur la commune de Salaise-sur-Sanne et du 26 janvier 2026, réalisé dans le cadre de la clôture du réexamen quinquennal de l'étude de dangers de la société HLOG, réalisée en octobre 2021 ;

Considérant le courriel du 2 février 2026 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant la réponse de l'exploitant du 3 février 2026 indiquant l'absence d'observation ;

Considérant l'étude de dangers de l'établissement de la société HLOG à Salaise-sur-Sanne révisée et transmise en octobre 2021 à l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère ;

Considérant le courrier de la société HLOG du 16 janvier 2026 demandant l'abaissement du seuil d'autorisation de stockage au titre de la rubrique 4331-2 ;

Considérant que l'étude de dangers du site répond aux exigences des textes d'application de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 susvisée ainsi qu'à celles de la circulaire du 10 mai 2010 susvisée, en particulier, les risques générés par les scénarios ayant des effets hors site qui sont considérés comme acceptables compte tenu de leur probabilité d'occurrence et du nombre de personnes soumises à ses effets ;

Considérant toutefois que des données d'entrée de la démonstration de maîtrise des risques d'incendie de l'installation présentée dans le cadre du réexamen quinquennal de l'étude de dangers demandent à être corrigées et complétées, et que dans l'attente, il ne peut être donné acte de l'exclusion du scénario d'incendie généralisé comme proposé par l'exploitant ;

Considérant que des données d'entrée de la modélisation des fumées toxiques émises en cas d'incendie nécessitent d'être complétées au regard des types de produits stockés et notamment par la liste des produits de décomposition émis en cas d'incendie ;

Considérant qu'un épandage de produit toxique est possible bien que les quantités stockées sur l'installation ne dépassent pas le seuil de déclaration ICPE associé et que l'analyse de risque de l'installation demande donc à être complétée ;

Considérant que le risque d'inondation du site demande à être étudié et l'analyse de risque de l'installation complétée compte-tenu notamment de la situation semi-enterrée du local abritant le groupe motopompe alimentant le système d'extinction automatique des cellules de l'entrepôt classé ;

Considérant que le site précédemment déclaré au titre des rubriques 1510 et 2663 relève dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 du fait de l'évolution introduite par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 susvisé et qu'une analyse de conformité au regard des prescriptions applicables aux installations nouvellement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510 est nécessaire ;

Considérant la demande formulée par l'exploitant d'abaisser à 100 tonnes le seuil de sa capacité maximale de stockage au titre de la rubrique 4331-2 ;

Considérant l'échéance de remise du prochain réexamen quinquennal fixée au 31 décembre 2026 ;

Considérant que l'inspection des installations classées propose d'une part de clore l'instruction du dossier et d'autre part de faire application de l'article R.181-45 du code de l'environnement en complétant les prescriptions techniques applicables à l'établissement afin de :

- mettre à jour le tableau des activités autorisées par l'exploitant,
- fixer l'échéance d'actualisation de l'étude de dangers,
- affiner la démonstration de maîtrise des risques incendie et des effets toxiques associé aux fumées,
- demander des évaluations complémentaires des effets d'un épandage de produit toxiques et d'une inondation,
- réaliser une analyse de conformité de l'installation au regard des prescriptions applicables aux installations nouvellement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510 ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 :

La société HLOG (SIREN : 812 377 836), dont le siège social est situé 543 rue des Balmes – 38150 Salaise-sur-Sanne, est tenue de respecter, dans les délais indiqués, les dispositions du présent arrêté applicables au site qu'elle exploite à la même adresse que son siège social.

Article 2 : Activités autorisées sur le site

L'article 1 des prescriptions particulières applicables de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-02197 du 3 mars 2005 susvisé est ainsi modifié :

« La société HLOG est autorisée à exploiter, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, les installations suivantes situées dans son établissement de Salaise-sur-Sanne et qui sont celles répertoriées dans le tableau ci-après :

| Rubrique de la nomenclature | Désignation et référence des installations | Volume des activités | Régime |
|-----------------------------|---|---|--|
| 4140-1 | <p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 50 t <i>quantité seuil haut : 200t</i> <i>quantité seuil bas : 50 t</i></p> | <p>Entrepôt classé – cellule 3 Total : 1100 t</p> <p>Catechol</p> | <p>A SEVESO seuil haut</p> |

| Rubrique de la nomenclature | Désignation et référence des installations | Volume des activités | Régime |
|-----------------------------|--|---|---------------------------|
| 4140-2 | <p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 10 t <i>quantité seuil haut : 200t</i> <i>quantité seuil bas : 50 t</i></p> | <p>Entrepôt classé – cellule 3 Total : 50 t</p> <p>Methylate de sodium et de potassium, Ethylate</p> | A SEVESO seuil bas |
| 4440-1 | <p>Substances et mélanges auto réactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t <i>quantité seuil haut : 200t</i> <i>quantité seuil bas : 50 t</i></p> | <p>Entrepôt classé – cellules 1 et 2 Total : 800 t</p> <p>hypochlorite de calcium acide trichloroisocyanurique bromochloro- -diméthylhydantoin</p> | A SEVESO seuil haut |
| 4510-1 | <p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t <i>quantité seuil haut : 200 t</i> <i>quantité seuil bas : 100 t</i></p> | <p>Entrepôt classé – cellule 1 Total : 600 t</p> <p>dichloroisocyanurate de sodium mélange d'acide trichloroisocyanurique inférieur à 60 % en masse hypochlorite de sodium chlorure d'ammonium quaternaire polymérisé, PHMB</p> | A SEVESO seuil haut |
| 4511-1 | <p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t <i>quantité seuil haut : 500 t</i> <i>quantité seuil bas : 200 t</i></p> | <p>Entrepôt classé – cellule 2 Total : 450 t</p> <p>chlorure d'ammonium quaternaire polymérisé</p> | A SEVESO seuil bas |
| 4331-2 | <p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t <i>quantité seuil haut : 50 000 t</i> <i>quantité seuil bas : 5000 t</i></p> | <p>Entrepôt classé – cellule 3 Total : 100 t</p> <p>Ethylate de sodium Acétonitrile Demosolv</p> | E |
| 1450-1 | <p>Solides inflammables (stockage ou emploi de).</p> <p>1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t</p> | <p>Entrepôt classé – cellule 3 Total : 100 t</p> <p>Méthylate de sodium</p> | A |

| Rubrique de la nomenclature | Désignation et référence des installations | Volume des activités | Régime |
|-----------------------------|--|---|--------|
| 1510 | Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ | Volume total des entrepôts : 53 310 m ³ | E |
| 2910-A | Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW | Puissance : 2,4 MW chaudière au gaz naturel | DC |
| 1530 | Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. | Total : 1000 m ³ palettes bois | NC |
| 1630 | Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. | Total : 90 t lessive de soude ou de potasse | NC |

»

Article 3 : Éléments à prendre en compte dans le cadre de la prochaine révision de l'étude de dangers

Il est pris acte des informations fournies par la société HLOG dans la révision quinquennale de l'étude de dangers, version d'octobre 2021, à l'exception de l'exclusion du scénario d'incendie généralisé. Ainsi, les phénomènes dangereux retenus pour la maîtrise de l'urbanisme, leur positionnement dans la matrice de criticité, et le périmètre du plan particulier d'intervention restent ceux issus du précédent réexamen (rapport de l'inspection du 15 septembre 2016).

Le nouveau réexamen quinquennal de l'étude de dangers de la société HLOG sera réalisé avant le 31 décembre 2026 et sera établi sur la base de l'avis ministériel du 8 février 2017 susmentionné.

Il devra prendre en compte les éléments suivants :

3.1. Une mise à jour des études de flux thermiques déjà existantes pour la cellule C (ou 3) et l'entrepôt B1 (APF) avec les caractéristiques réelles du site :

- mur situé au sud du bâtiment B1 (APF) : sauf justification contraire, ce mur doit être considéré comme non coupe-feu,
- portes coulissantes et portes de sortie de secours du bâtiment S1 (HLOG) : sauf justification contraire, ces portes doivent être considérées comme coupe-feu 1 heure.

3.2. Une étude de propagation des incendies modélisés au point 3.1 aux cellules ou bâtiment adjacents au regard des effets dominos possibles (flux thermiques $\geq 8 \text{ kW/m}^2$), des durées d'incendie (à comparer aux éventuelles durées des caractéristiques coupe-feu des murs et portes) et d'une possible propagation par nappe enflammée de liquides inflammables (LI) ou liquides combustibles ou solides liquéfiables combustibles (LC/SLC). Si un risque de propagation est mis en évidence, la modélisation de cette propagation aux cellules ou bâtiments adjacentes doit être réalisée jusqu'à aboutir au « scénario

incendie enveloppe ». Les feuilles de calcul FLUMILOG associées à ces modélisations doivent être annexées à l'étude de dangers.

3.3 Une mise à jour des données d'entrée de la modélisation des effets toxiques associés aux fumées du scénario d'incendie enveloppe déterminé au point 3.2 avec les données suivantes :

- produits de décomposition déjà identifiés pour les produits stockés dans le bâtiment C1 (HLOG). Les caractéristiques des produits et matériaux présents sur le site :
 - ♦ produits de décomposition des matières stockées dans le bâtiment B1 (APF),
 - ♦ produits de décomposition issus des contenants des produits stockés sur l'ensemble de l'installation (cartons, seaux plastiques, palettes bois),
 - ♦ produits de décomposition issus matériaux des bâtiments et de leurs composants.
- données du guide de l'INERIS oméga 16 intitulé « Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie » mis à jour en juin 2023.

Les modélisations et les données d'entrées associées devront être annexées à l'étude de dangers.

3.4 Une étude des effets liés à un scénario de dispersion de vapeurs toxiques par épandage de liquides toxique par inhalation de mention de danger H330 ou H331. (justification des quantités maximales par zone, identification du produit dimensionnant/substance de référence, modélisation). Cette démonstration s'appuiera, pour une quantité de substance donnée sur la modélisation d'un cas enveloppe, pour un produit présentant un rapport « pression de vapeur / seuil de toxicité » défavorable et sur la vérification, systématique et tracée, que les produits réellement présents sur l'installation présentent des risques inférieurs à ce cas enveloppe.

3.5 Une étude des effets liés à un scénario d'inondation avec prise en compte de l'évènement initiateur inondation (probabilité 0) et formalisation des séquences accidentelles.

3.6 Une étude des effets liés à un scénario d'effondrement des racks de stockage de l'installation.

3.7 Une analyse de conformité au regard des prescriptions applicables aux installations nouvellement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510 (annexe VI.I, VII.1 et VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé).

Article 4 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Salaise-sur-Sanne et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Salaise-sur-Sanne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Salaise-sur-Sanne sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société HLOG.

La préfète

Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Mahamadou DIARRA



17 FEV. 2026